



CDAS du 16 mai 2025

Déclaration liminaire CGT

Monsieur le président du Conseil Départemental de l'Action Sociale,

Où devrions-nous dire monsieur le président du Conseil Départemental de l'Anéantissement Social... En effet, que reste-t-il de social dans notre mission ? Nous devons toujours faire plus avec moins ! Cela suffit !

Nos collègues sont de plus en plus fragilisés, leur pouvoir d'achat est en berne, leur moral s'effrite inexorablement chaque jour un peu plus et aucune perspective d'amélioration n'est attendue.

La précarité s'installe chez les fonctionnaires dont plusieurs milliers d'entre eux voient leur indice augmenter de quelques points pour coller au SMIC, quand d'autres n'ont plus aucune perspective d'avancement ou de progression salariale.

Que dire de la suppression de la GIPA, de la pression qui pèse sur les collègues malades ou de l'attaque frontale menée sur nos retraités ?

L'Action Sociale est plus que jamais justifiée et doit rester juste ! Elle est plus que jamais nécessaire face à la détresse de nos collègues victimes des injustices sociales et de la fracture qui se creuse dans notre pays. Les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent !

La CGT s'oppose à ce massacre organisé par un gouvernement illégitime, acculé face à une dette qu'il a lui-même créée.

À l'image d'un Président de la République aux abois, ce gouvernement a clairement ciblé les fonctionnaires et les retraités, victimes et bouc-émissaires désignés du mortifère « quoiqu'il en coûte » présidentiel.

À l'heure où l'État, ses emprises, ses services, ses agents et leur famille sont devenus la cible de menaces et d'attaques graves, violentes et inédites, on demande aux agents de la fonction publique de faire de nouveaux efforts ! De qui se moque-t-on ?

Nos moyens matériels sont réduits à néant, nos effectifs sont en déflation permanente, nos salaires sont gelés depuis des années et maintenant on s'attaque à nos prestations sanitaires et sociales.

Trop, c'est trop. La CGT dénonce haut et fort ce matraquage organisé des fonctionnaires et la destruction programmée du service public.

La CGT Finances 83 s'est opposée au rabotage budgétaire qui a durement touché les moyens dédiés aux actions sociales dans notre ministère, et elle a boycotté le dernier CDAS en signe de protestation.

La perte de plus de 10 000 euros de crédit remet clairement en cause la politique sociale dans notre département. Les explications fournies par l'Administration pour justifier l'injustifiable, ne nous conviennent pas !

La restauration collective et son engouement croissant sont, pour la CGT, des signaux forts du

besoin de se retrouver ensemble, dans un moment et un espace conviviaux, face à un repas chaud et équilibré.

La CGT a toujours revendiqué une restauration collective de proximité, de qualité et l'accès pour tous à un prix de plateau maîtrisé et raisonnable.

Les autres missions de l'Action Sociale ne sont pas des variables d'ajustement. Nos collègues actifs et retraités ainsi que nos enfants doivent pouvoir bénéficier de prestations adaptées, attractives, variées et sans contributions financières excessives.

Les résultats de cette politique d'austérité sont intolérables !

Pour s'adapter à la baisse de la dotation budgétaire, l'Administration prévoit :

- la suppression des vacances « psychologue »
- la suppression d'une sortie dédiée pour nos enfants,
- l'éventualité de supprimer l'un des 2 sites pour l'arbre de Noël tout en réduisant significativement les prestations sur le site conservé,
- l'abandon des e-chèques cadeaux pour les 15-17 ans,
- l'augmentation sans précédent de la participation financière des agents actifs, leur famille et des retraités pour les sorties qui seront organisées.

C'est inacceptable !

La CGT Finances 83 demande l'abondement des crédits alloués à l'action sociale dans le Var pour permettre à minima de reconduire les prestations de 2024 dans les mêmes conditions pour les agents. Nous avons déjà atteint un seuil inacceptable l'année dernière...

La CGT Finances 83 demande la confirmation du maintien du site de restauration de Saint-Bernard et l'amélioration du rapport qualité/prix des prestations proposées.

La CGT Finances 83 demande la revalorisation des titres restaurants pour les agents concernés pour faire face à l'inflation.

La CGT Finances 83 demande la confirmation des moyens alloués aux prêts et secours pour les agents en difficulté.

Enfin, la CGT continuera de défendre une politique sociale ambitieuse qui soit à la hauteur des enjeux et des attentes légitimes des agents actifs et retraités, mais elle s'opposera à toute atteinte au pouvoir d'achat de nos collègues et leur famille.

La CGT Finances 83 demande l'annexion de cette déclaration au PV de la séance.